

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 15/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CONCASS'ALPES**

100 rue René Rambaud  
BP 70056  
38500 Voiron

Références : 2022-Is118SS  
Code AIOT : 0006100916

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement CONCASS'ALPES implanté LE MAUGIEL 38112 AUTRANS MEAUDRE EN VERCORS. L'inspection a été annoncée le 16/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Une attention particulière a été portée sur le suivi géotechnique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONCASS'ALPES
- LE MAUGIEL 38112 AUTRANS MEAUDRE EN VERCORS
- Code AIOT : 0006100916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ConcassAlp, filiale de la société Budillon-Rabatel (groupe Eiffage) est autorisée à exploiter une carrière de roche massive pour une production annuelle maximale de 130000 tonnes.

Des installations de traitement des matériaux sont présentes sur le site.

L'essentiel de la production de cette carrière est orientée vers la fourniture des entreprises et des marchés publics locaux. L'autre partie est dirigée vers l'agglomération grenobloise pour la fabrication de béton désactivé en raison de la couleur blanche des matériaux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

suivi des émissions dans l'eau, des vibrations et suivi géotechnique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

A l'issue de l'inspection, une commission de suivi (prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation) a été organisée par l'exploitant avec les riverains, les élus, la LPO, le conseil départemental (routes) et le parc régional du Vercors. Cette commission a pour objet de faire un point sur les travaux réalisés et répondre aux requêtes des riverains et des élus sur le fonctionnement du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	registre et plan	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 6	/	Sans objet
3	clôture et barrière – accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 17, 18.3	/	Sans objet
4	extraction	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23.1	/	Sans objet
6	Merlon de protection	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 31	/	Sans objet
7	pollution des sols et des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.1	/	Sans objet
9	vibration	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 36.2	/	Sans objet
10	plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 39	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'ensemble des points contrôlés n'appellent pas d'observations majeures. L'exploitant doit cependant porter une attention particulière sur les recommandations formulées par le bureau d'étude géotechnique et engager des actions correctives si la sécurité des personnes ne pouvait plus être garantie.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant de références des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est : - 142 863 euros T.T.C, pour la première période, de 0 à 5 ans - 206 035 euros T.T.C, pour la seconde période, de 5 à 10 ans
<b>Constats :</b> Les garanties financières sont fournies (2eme phase), actualisées et à jour
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : registre et plan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...), les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, les zones de stockage des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction.  Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement -unité territoriale de l'Isère- Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation est à jour au 9 novembre 2021. Il comporte les différentes indications requises. Le plan de phasage quinquennal est présent sur le site. Les surfaces S1, S2 et S3 ne sont pas reportées sur une annexe au plan d'exploitation. L'inspection demande à l'exploitant de faire figurer sur le plan d'exploitation la trame des surfaces S1, S2 et S3 afin de pouvoir vérifier la cohérence du phasage avec le calcul établi pour les garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : clôture et barrière – accès à la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, articles 17 et 18.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>article 17 :</b> Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation. L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. <b>article 18.3 :</b> L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité, et en dehors des heures ouvrées cet accès est interdit.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé et un portail métallique est mis en place à l'entrée. L'accès à la voie publique est dégagé. il permet une bonne insertion des camions sur la voie publique. Le portail est fermé en dehors des heures d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 1130 m NGF, suivant le plan topographique de fond de fouille en annexe.  L'extraction des matériaux est réalisée au moyen d'explosifs et au moyen d'engins mécaniques lourds. Il sera procédé au maximum à 20 tirs d'exploitation par an. Des tirs supplémentaires pour le modelage des fronts de plus faible intensité pourront avoir lieu lorsque l'exploitation l'exigera. Les gradins auront une hauteur unitaire maximale de 15 m. Ils pourront néanmoins être inférieurs en fonction de la configuration du terrain. Pour une hauteur maximale exploitable de 100 m, le nombre de gradin est limité à 7. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 10 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 7,5 mètres dans les autres cas. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.  La quantité maximale d'explosif mis en œuvre pour chaque tir d'exploitation ne dépassera pas 1200 kg. Les trous de mines auront une profondeur maximale de 15 m avec une quantité d'explosif maximale de 80 kg par trou de mine
<b>Constats :</b> La cote fond de fouille se situe à environ 1132 mNGF. Au cours de l'année 2021, 18 tirs ont été réalisés (registre des tirs en place). Depuis le 1er janvier 2022, 13 tirs ont été réalisés. Les gradins ont une hauteur inférieure à 15 mètres (vu sur le plan d'exploitation) la quantité maximale d'explosif par tir est inférieure ou égale à 1200 kg et la charge par trou est inférieure à 80 kg (registre des tirs). Il n'y a pas de tirs pendant la période estivale et la carrière est fermée en période hivernale (environ 3 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : suivi géotechnique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 23.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi des travaux sera fait annuellement par un bureau d'étude géotechnique. Le rapport sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'inspection sera informée si des demandes d'actions sont préconisées dans les conclusions du rapport.
<b>Constats :</b> Le suivi géotechnique est réalisé par un bureau d'études spécialisé. La dernière visite date du 8 juin 2021. Au 14 septembre 2022, la visite 2022 n'est pas programmée. L'inspection rappelle que l'autorisation prescrit un suivi des travaux annuel. <b>Une visite est à programmer avant la fermeture de la carrière.</b> Des actions étant préconisées dans le rapport établi à la suite de la visite du 8 juin 2021, l'exploitant informera l'inspection des installations classées des mesures prises pour répondre à ces recommandations, notamment si la sécurité des biens et personnes extérieures au site peut être affectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Merlon de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de protéger la RD106 de toute projection intempestive un merlon de protection d'au moins 2 m de haut sera réalisé à une distance minimale de 15 m du pied du front en cours d'exploitation au niveau de la carrière.
<b>Constats :</b> Un merlon est constitué à l'intérieur du site. Il répond à la prescription. D'autre part l'ensemble des stocks constitue une deuxième ligne de protection contre d'éventuelles chutes de blocs depuis les fronts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : pollution des sols et des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, munie d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.
Le ravitaillement et le stationnement des engins de chantiers sur chenilles sont réalisés sur un bac de rétention mobile. Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Les stockages d'hydrocarbures et de liquides polluants sont sous abri. Les engins travaillant sur le site,

hormis la pelle d'extraction, rejoignent l'aire de stationnement étanche des engins de la carrière.
<b>Constats :</b> Une aire étanche a été créée sur le site. Elle est reliée à un déshuileur dont le dernier entretien a été réalisé le 19 avril 2022 (BSDD consulté) Le stockage d'hydrocarbure est effectué dans une cuve double paroi posée sur une rétention en béton dans un local sous abri.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : rejets des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 33.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement pluviales seront dirigées vers deux points bas du site et formeront deux bassins de rétention. Aucune eau pluviale ne sera rejetée en dehors du périmètre du site. Ces bassins seront dimensionnés pour recevoir une pluie décennale. Ce dimensionnement tiendra compte de la surface de chaque bassin versant des rétentions.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales sont dirigées vers un point bas du site. Ce point bas est constitué de deux petits bassins dont le dimensionnement n'a pas été établi. <b>L'exploitant fournira la justification du dimensionnement des bassins au regard d'une pluie décennale sur le bassin versant constitué par la carrière.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 36.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.  Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.
<b>Constats :</b> Tous les tirs font l'objet d'un enregistrement des vibrations sur un point de suivi (chez un riverain). Pour l'année 2022, aucun tir n'a dépassé la valeur limite prescrite de 4mm/s et 7 tirs n'ont pas été détectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : plan de gestion des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière a été mis à jour en juin 2021. Il comporte les différents items requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet